



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

**IL Y A 175 ANS AVAIT LIEU LE « PRINTEMPS DES PEUPLES » DE 1848.
UNE ÉTAPE ESSENTIELLE VERS UNE REDÉFINITION DE L'EUROPE**


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Olivier Meuwly*

IL Y A 175 ANS AVAIT LIEU LE « PRINTEMPS DES PEUPLES » DE 1848. UNE ÉTAPE ESSENTIELLE VERS UNE REDÉFINITION DE L'EUROPE

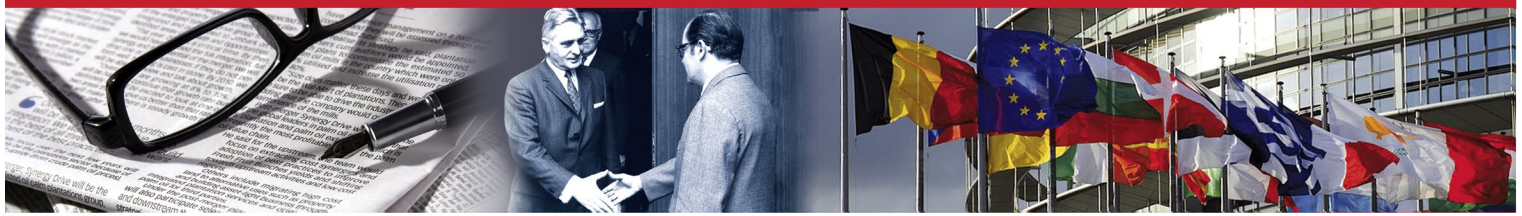
Entre le 22 et le 24 février 1848, la France entre une fois de plus en ébullition. C'est la troisième fois en un demi-siècle. L'Europe est prévenue : dès que le bruit de la révolte gronde du côté de Paris, l'onde de choc parcourra tout le continent. Ce fut le cas à la fin du XVIII^{ème} siècle, par le truchement des armées révolutionnaires qui s'aventurèrent, une fois vêtues d'une tunique impériale, jusqu'à Moscou, après avoir mis l'Europe à feu et à sang. Le Congrès de Vienne n'avait en rien calmé les ardeurs françaises. Les journées de juillet provoquèrent une épidémie révolutionnaire qui, bien que globalement maîtrisée, avait ouvert de nouvelles perspectives au mouvement libéral né dans les années 1820. Et voilà qu'en plein hiver 1848, à peine une génération plus tard, le spectre révolutionnaire se réveille à nouveau, dans une ampleur inédite. Comment en est-on arrivé là ?

Les conséquences immédiates du Congrès de Vienne

Le vœu exprimé par la Puissances de restaurer, par la grâce du Congrès de Vienne de 1815, une Europe telle qu'elle existait avant le déclenchement de la Révolution a-t-il été exaucé ? La Sainte-Alliance, imaginée par le tsar Alexandre I^{er} qui a abandonné après le Congrès ses velléités libérales pour un mysticisme de plus en plus envahissant, apparaît certes comme une garantie propre à sauvegarder les intérêts des princes. Bien qu'initialement réticent à son égard, le chancelier Metternich en a fait un outil redoutable qu'il sait manier dès qu'un foyer de révolte s'embrase sur le continent. De fait, un climat réactionnaire s'installe sur l'Europe. La réalité d'une Restauration plein et entière s'avère toutefois bien plus nuancée.

En France, les Bourbons ont été rétabli sur leur trône afin de renouer avec une continuité dynastique symbole de l'Ancien Régime, mais aussi pour assurer sa soumission aux diktats des vainqueurs de Napoléon. Mais ce retour n'a pu effacer d'un coup de baguette magique le souvenir révolutionnaire. La Charte octroyée par Louis XVIII à son peuple change la nature du lien entre le souverain et la nation : l'immanence royale a cédé la place à un acte juridique qui oblige le roi. Une série de réformes instillent une dose de libéralisme dans une monarchie qui ne s'est guère distinguée par son courage face au retour de l'empereur déchu au printemps 1815. En Allemagne aussi, plusieurs principautés ont adapté leurs institutions, mais insuffisamment pour beaucoup. Un profond mécontentement affleure bientôt et Metternich n'hésite pas à recourir à la force. En 1819, l'assassinat, par un étudiant, du poète Kotzebue, accusé d'être un espion à la solde du tsar, pousse les Puissances à convoquer un congrès à Carlsbad. Leur de poursuivre toutes les manifestations de libéralisme en Europe y est affirmée avec force.

Le criminel, Karl Ludwig Sand, était issu des rangs de la *Burschenschaft*, une organisation fondée deux ans auparavant au château de la Wartburg, en Thuringe, par des étudiants s'étant battus dans des corps-francs pendant les guerres napoléoniennes. Ils y



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

avaient célébré le tricentenaire de la Réformation, mais aussi crié leur intention de créer une Allemagne unie au nom de la culture commune aux 39 principautés ou villes libres qui constituaient la Confédération germanique. Plusieurs courants la composent : aux avocats d'une monarchie constitutionnelle du type anglais s'opposent les partisans, comme Sand, d'une Allemagne à la fois républicaine et immergée dans son passé ressuscité, dans l'esprit de la pensée romantique alors florissante. Les décrets de Carlsbad causeront une forte émigration d'universitaires républicains, proches de la *Burschenschaft*, notamment vers la Suisse, comme Carl Vogt.

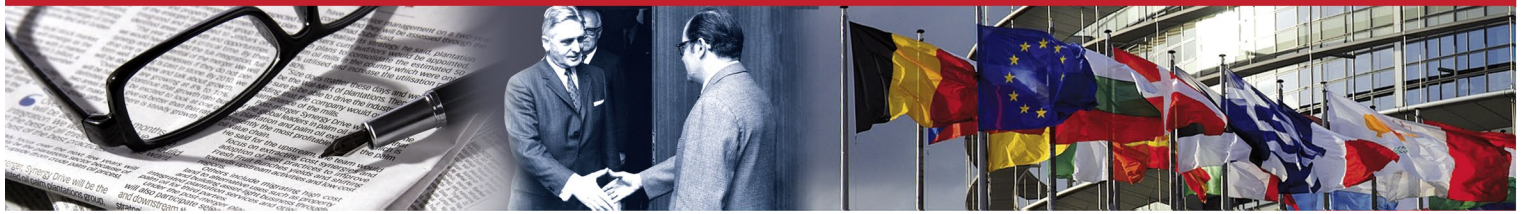
Mais il n'y pas que l'Allemagne qui bouge, en ces années post-Congrès de Vienne. L'Espagne connaît une brève ère libérale que les Français, avec l'autorisation du Congrès de Troppau réuni en automne 1820, répriment avec empressement. Dans cette même localité, sise en Bohême comme Carlsbad (Karlovy Vary), les représentants des Puissances décident de s'attaquer à d'autres mouvements révolutionnaires inspirés par les idées libérales, mais en Italie cette fois, la chasse gardée des Autrichiens. Pour Metternich, il est exclu de laisser se répandre le virus libéral dans cette région qu'il conçoit comme un vassal de l'empire qu'il sert. Le Congrès de Laybach (Ljubljana) renforce les mesures prises. En 1821, le Royaume des Deux-Siciles, puis le royaume de Piémont-Sardaigne doivent se soumettre. L'année suivante, le Congrès de Vérone se penche sur la révolution grecque, qui a débuté en 1821, et décide d'apporter son appui au sultan, au nom d'une stabilité qu'il n'est pas envisageable d'altérer.

Monarchie de Juillet et Régénération

La répression orchestrée par Metternich, aussi féroce soit-elle, a ses limites. Les mouvements libéraux, portés par une bourgeoisie certes composite, où l'on rencontre des professeurs, des entrepreneurs, des financiers et des petits artisans, mais en plein essor, s'animent, harcèlent le système de la sainte-Alliance, débordée. Si, tétanisée par la répression, l'Europe se tient pour l'instant encore coite, des signes ne trompent pas sur l'évolution des esprits. Ralliés au sultan, sourds aux connivences religieuses qui auraient dû les unir aux partisans de l'indépendance grecque, les princes abandonnent les combattants hellènes à leur solitude diplomatique. Mais ils ne peuvent briser un fort courant de sympathie à leur égard, de Paris à Lausanne, de Genève à Zurich et Berlin. La cause grecque devient l'un des fanaux du libéralisme, irrigué par une quête autant de la liberté individuelle que de celle des peuples.

En mai, en Suisse, officiellement neutre depuis le Congrès et influencée par la Restauration, le canton du Tessin se dote, avant la révolution parisienne, d'une constitution libérale. Mais c'est bien sûr les « Trois glorieuses » des 27, 28 et 29 juillet 1830 qui donnent le signal du soulèvement en Europe. L'arrivée sur le trône français de Charles X en 1824 avait donné des ailes aux royalistes les plus obtus. Une authentique restauration de l'ordre ancien semblait à portée de main. Le roi, persuadé d'incarner le gouvernement voulu par Dieu, refuse toute réforme, notamment la liberté de la presse. Or celle-ci électrise les libéraux impatientes d'en découdre avec une monarchie vermoulue. Louis-Philippe succède à Charles comme « roi des Français », une formule symbolisant l'arrivée au pouvoir des classes bourgeoises pour l'instant soutenues par les classes populaires paupérisées par l'industrialisation naissante. Son accession au trône marque le début de la « Monarchie de Juillet ».

La révolution sur les bords de la Seine est le véritable détonateur d'une cascade de mouvements insurrectionnels partout en Europe. La Belgique, après une représentation de la *Muette de Portici* d'Auber, explose encore durant l'été 1830 ; les maîtres hollandais sont chassés et Léopold I^{er} est couronné sous l'égide de la Grande-Bretagne. Quant à la Grèce, son indépendance est reconnue par le Protocole de Londres du 3 février 1830. La Suisse, déjà républicaine dans sa structure malgré le retour des idées réactionnaires après Vienne, enregistre un passage, plus ou moins intense selon les cas, de tous les cantons du Plateau dans le camp libéral, mettant à bas les gouvernements nés de la Restauration. Ce sera la « Régénération », qui verra nombre de cantons adopter le suffrage universel masculin et certains outils de démocratie directe.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

Les débuts du *Risorgimento* et le *Vormärz* allemand

Mais l'essor des mouvements libéraux se heurte, ailleurs, à d'immenses difficultés. En 1830 déjà, les Polonais se rebellent certes contre l'occupant russe, mais ils doivent s'avouer vaincus, après de lourds combats. Il s'ensuivra une forte immigration politique en direction de la France et de la Suisse. Surtout, les libéraux ne parviendront pas s'imposer en Allemagne et en Italie. En Italie, les Etats pontificaux sont en proie à une vive agitation, de même qu'en Piémont-Sardaigne où Charles-Albert, qui monte sur le trône le 27 avril 1831, suscite les plus grands espoirs. Le mouvement libéral et national s'organise, dans la division toutefois : d'aucuns rêvent d'une Italie républicaine et démocratique, d'autres, modérés mais également désunis, d'une Italie unifiée sous la conduite du Pape ou de la maison de Savoie. Exilé à Marseille, Giuseppe Mazzini lance son combat pour une Italie républicaine et, dans un élan souvent mystique, crée la Jeune Italie en 1831.

En Italie, à Florence, les Grands-Ducs de Toscane Ferdinand III, un Habsbourg mais soucieux de ne pas s'inféoder totalement aux consignes autrichiennes, puis son fils Léopold II dès 1824, font de leur capitale un centre du libéralisme italien. Ils accueillent Giovan Pietro Vieusseux, un commerçant d'origine genevoise, ardent prosélyte des Lumières, ami de Sismondi et partisan d'une Italie unifiée soustraite à un patriotisme municipal égoïste. Celui-ci fonde en 1819 un cabinet scientifique et littéraire ainsi qu'une revue, *L'Anthologia*, qu'alimentent les leaders du libéralisme italien, y compris Mazzini. Celui-ci fonde une Jeune Europe en 1834 à Berne, avec des succursales nationales, en Suisse en Allemagne. Il tente même, en 1834, une invasion du Piémont depuis la Suisse, qui échoue pitoyablement. Mais la promesse que Louis-Philippe, en quête de légitimité internationale, adresse à Metternich de ne pas se mêler des affaires italiennes brise l'élan révolutionnaire. La répression est imparable. Symbole de la fin des espoirs libéraux : *L'Anthologia* est proscrite en 1833. Cette sanction ne décourage pas Vieusseux, qui poursuivra son combat en éditant d'autres revues, consacrées aux réformes agraires et, inspiré par Rousseau, à l'éducation.

Fichée elle aussi, comme l'Italie, dans la zone d'influence directe de Metternich, l'Allemagne est sous surveillance. Néanmoins, les idées nouvelles ébranlent quelques couronnes, dans le Duché de Brunswick, en Saxe, en Hesse-Weimar, où des constitutions de type représentatif sont adoptées. Le *Vormärz* allemand, selon le nom donné à la période allant de 1830 à 1847, a commencé. Sa plus belle victoire, il la récolte dans le sud, dans le Grand-Duché de Bade. Mais c'est un feu de paille. Les étudiants, cette fois avec l'appui des artisans, tentent bien de stimuler le mouvement libéral et organisent à nouveau une grande fête, en 1832, au château de Hambach, mais sans lendemain. Ils se décident même à prendre les armes et planifient un hasardeux coup de main contre un poste de garde à Francfort, l'année suivante. Son échec donne des arguments aux sbires des princes. En 1837, sept professeurs de Göttingen, dont les frères Grimm, s'opposent à la décision du roi de Hanovre d'abroger la constitution libérale qui régissait cet Etat membre de la Confédération, à nouveau sans succès. L'exil attend les hardis contestataires.

Un dilemme un peu similaire à celui que rencontre l'Italie hante les libéraux allemands : faut-il envisager une confédération sous l'égide d'un puissant « tuteur », en l'occurrence la Prusse, l'Etat déjà le plus développé d'Allemagne, ou du peuple, comme on le répète à Hambach ? L'unité est-elle compatible avec la liberté ? Lorsqu'est fondé en 1834 le *Zollverein*, une sorte de marché commun réunissant presque tous les Etats allemands, l'idée d'une unification par l'économie orchestrée par la Prusse se dessine, alors que le réseau ferroviaire s'étend. Et c'est bien en Prusse que l'espoir renaît lorsque Frédéric-Guillaume IV monte sur le trône en 1840. Il n'est pas libéral, mais plus réformateur que son père. Sera-t-il possible de compter sur lui ? On y croit, un moment. Son intention d'ériger sa Prusse en Etat chrétien, son romantisme ardent, embrumé des mythes médiévaux allemands, qui l'incite à achever la cathédrale de Cologne en 1842 déçoivent les libéraux...



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

Les causes immédiates des révolutions de 1848

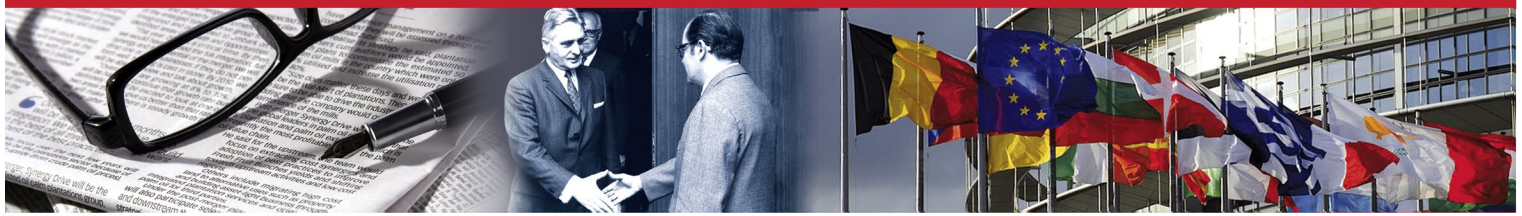
En réalité, à peine leur apogée atteint, les mouvements libéraux avaient rapidement amorcé leur déclin. En France, le gouvernement royal n'hésite pas à user de la force pour mater des mouvements populaires, comme la révolte de Canuts à Lyon en 1831 ou, en 1834, à Paris, avec le massacre de la rue Transnonain, immortalisé par Daumier. Ces événements illustrent la rupture entre le peuple et un libéralisme qui redoute fondamentalement l'hydre révolutionnaire. La tentative d'assassinat perpétrée par Fieschi l'année suivante contre Louis-Philippe consacre définitivement le basculement de son régime dans une voie réactionnaire, avec la bénédiction de Guizot, derrière toutes les combinaisons ministérielles à Paris.

En Suisse aussi, le libéralisme est en crise : les libéraux échouent à réformer les institutions fédérales dans le sens d'un Etat fédéral davantage centralisé et à même de défendre les intérêts du pays sur la scène internationale. Surtout, adeptes de la tolérance religieuse mais aiguillonnés par les radicaux sur leur aile gauche, ils entament dès 1835 un bras de fer avec les cantons catholiques. Ceux-ci craignent pour leurs traditions face à l'universalisme libéral subordonné à une modernisation des institutions et de l'économie. Les deux camps jouent de la provocation et, en 1844, lorsque le canton de Lucerne décide de confier son enseignement secondaire aux jésuites, pour les libéraux et les radicaux, c'est la goutte qui fait déborder le vase. Les catholiques forment une alliance séparée : le Sonderbund. Il en résultera une guerre, en 1847, que gagneront les troupes fédérales mobilisées par la Diète aux mains des radicaux.

Les idées libérales, liées à celles favorables aux mouvements d'indépendance nationale, n'en continuent pas moins à circuler, parfois sous des formes originales. Le cas le plus connu est celui de l'Italie où, dans une région où l'écrit n'est pas très répandu, la musique devient le vecteur du discours politique. A l'instar d'Arminio Tanzi à Bruxelles, Verdi s'impose comme l'interprète d'un sentiment libéral et national souvent censuré sous ses autres formes d'expression. *Nabucco* à Milan en 1842, puis *I Lombardi* en 1843, *Ernani* en 1844, *Attila* en 1846 et *La Battaglia di Legnano* en 1849 sous-tendent le mouvement du *Risorgimento*. Mais cette mauvaise humeur, accumulée contre ces régimes ancrés dans une lutte inexorable pour leur survie dans une Europe dont ils ne veulent pas voir les mutations sociales et politiques, aurait-elle pu se libérer sans les crises économiques qui secouent le continent à partir de 1845 ?

Dès cette date, une maladie de la pomme de terre d'une rare virulence se répand en Europe, causant des ravages dramatiques, avec une intensité variable selon les régions. Cause d'une famine épouvantable en Irlande, exploitée par les colons anglais, elle a aussi des effets extrêmement graves, dès 1846, en France, en Allemagne, en Belgique ou en Suisse. En France, jointes à de fortes inondations, les récoltes sont calamiteuses, entraînant des hausses de prix catastrophiques. L'intervention de l'Etat est requise. Mais lorsqu'à la crise agricole, résorbée dès 1847, succède un krach boursier qui provoque une série de faillites, ses caisses sont vides. Les grandes régions industrielles du pays sont touchées, des compagnies de chemin de fer s'effondrent, de même que l'industrie textile, puis le marasme frappe les bassins houillers. Le chômage explose, les salaires chutent.

Pour le gouvernement, adossé au « Enrichissez-vous » de Guizot cher aux classes bourgeoises piliers du régime, c'est la panique. Affaibli par divers scandales dans lesquels sont impliqués un ancien ministre et de nombreux notables, il ne sait plus à quel saint se vouer. La promesse d'une prospérité durable s'évapore. Protégés par une censure vigilante, recroquevillés dans un immobilisme voulu par Metternich dont l'ombre plane sur le centre de l'Europe, les gouvernements des nombreux Etats allemands et italiens se croient encore à l'abri de mauvaises surprises. Mais la réalité économique les rattrape bientôt. En 1844, les tisserands silésiens se révoltent, avant que le reste de l'Allemagne souffre de la crise agricole. L'économie italienne chancelle à son tour, l'agitation sociale augmente dès 1846. Partout, le paupérisme progresse. La crise sociale due à l'industrialisation tisonne le mouvement ouvrier : la Ligue des communistes naît à Londres en 1847, Marx et Engels publient leur *Manifeste du Parti communiste* en février 1848.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

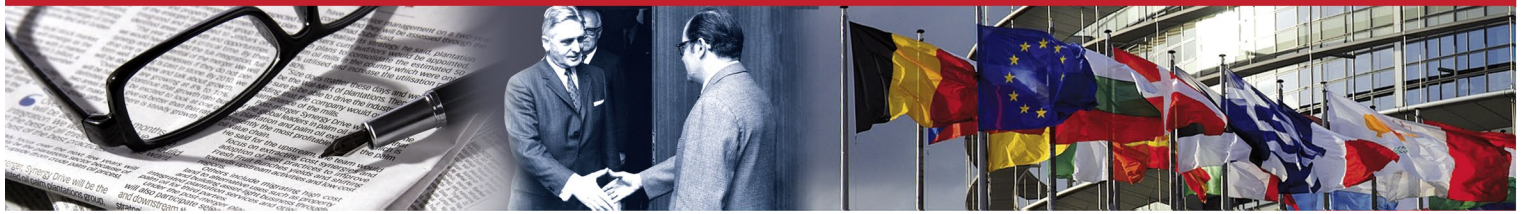
Vers 1848, année révolutionnaire

Officiellement, c'est à Paris que s'allume le grand brasier qui saisit l'Europe, en dehors de la Grande-Bretagne et l'Europe orientale, avec les journées des 22 au 24 février. Mais la contestation s'était durcie dès la fin de l'année précédente, en Italie, lorsque le peuple chasse une garnison napolitaine de Palerme. Une charte ressemblant à l'éphémère charte de 1830 sera promulguée par le roi Ferdinand II. D'autres Etats réagissent favorablement. Dans le royaume de Piémont-Sardaigne, Charles-Albert décrète des mesures visant à une libéralisation de la presse, une réforme de la justice et le libre-échange. La Toscane n'est pas en reste mais aussi, contre toute attente, les Etats pontificaux, dirigés depuis 1846 par Pie IX, élu contre la volonté de l'Autriche. Porté par des manifestations anti-habsbourgeoises conduites par des mazziniens après une représentation d'*Ernani* en 1846 à Bologne, puis en Romagne pontificale en 1847, le pape, pas libéral mais pragmatique, réforme son gouvernement, introduit le gaz à Rome. Dès l'été 1847, le mouvement libéral et national prend peu à peu un caractère révolutionnaire.

La Prusse se cloître encore dans l'intransigeance, mais le mouvement est lancé. Les libéraux sont toutefois partagés. Ils s'opposent en principe à la politique menée par leur roi, mais ils n'ont pas plus d'affection pour la révolution. Dans les Etats constitutionnels du centre et du sud, en revanche, surtout en Bade, ils gagnent du terrain, mais selon un schéma dévastateur pour leur cause. Aux plus démocrates, derrière les Badois Friedrich Hecker, un avocat des plus charismatique, et Gustav Struve, qui réclament, outre les droits fondamentaux, un impôt progressif, s'opposent les modérés, derrière le Hessois Heinrich von Gagern. Au début 1848 éclatent des troubles à Stuttgart et à Munich, où la colère populaire balaie le roi de Bavière Louis I^{er} sur le point d'accorder des privilèges extravagants à sa maîtresse, la sulfureuse Lola Montez.

Mais, comme en 1830, c'est bien de Paris que s'étend le feu révolutionnaire. Depuis mai 1847, pour contrer l'inertie du Parlement qui ne veut entendre parler de la moindre révision du droit électoral, des personnalités républicaines du centre gauche et de la gauche dynastique organisent des banquets à la fois festifs et militants, renouant avec la tradition des banquets de la Restauration. Plus de septante seront mis sur pied entre juillet et décembre 1847. Convivialité et éloquence se conjuguent pour exiger une baisse drastique du cens électoral. Thiers, Rémusat, Barrot et Duvergier d'Hauranne, qui seul s'engagera véritablement dans la campagne des banquets, sont à la tête de l'opposition au gouvernement. Les plus radicaux, Marrast et Ledru-Rollin s'agrègent au mouvement, mais une tension déchire une fois de plus le camp républicain, entre les modérés de Marrast et les plus extrémistes de Louis Blanc.

Alors que le mouvement s'essouffle, le gouvernement, dirigé par Guizot depuis septembre 1847, commet une erreur fatale, avec la complicité de Louis-Philippe que même sa famille poussait au compromis. En novembre, Quinet, Michelet et le poète polonais Mickiewicz voient leurs cours au Collège de France suspendus. Immédiatement, des manifestations réclament leur réhabilitation. Un ultime banquet prévu le 19 janvier 1848 est interdit. La contestation ne peut plus être contenue et le roi, effondré depuis le décès de l'héritier présomptif, le populaire Ferdinand-Philippe, en 1842, se ferme. Le 22 février, un rassemblement spontané d'ouvriers attire la foule. Les chefs radicaux le rejoignent. Louis-Philippe, surpris, croit sauver sa couronne en renvoyant Guizot le 23. Mais le 24, c'est l'escalade. Une fusillade éclate, causant la mort d'une cinquantaine de personnes. Le centre de Paris est envahi par près de 1'500 barricades. Refusant de tirer sur le peuple, le roi abdique le 24 avant de prendre la fuite, la république est proclamée par Lamartine le 25 et le suffrage universel le 4 mars. Les ateliers nationaux sont créés le 27 février. Le 27 avril, l'esclavage est aboli.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

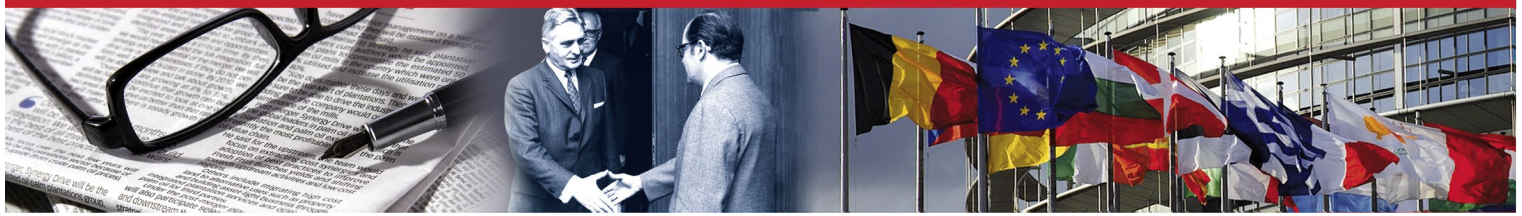
L'expansion révolutionnaire

La flamme révolutionnaire franchit le Rhin le 27 février. A Mannheim, la liberté et la démocratie siègent au sommet des revendications, des pétitions en faveur de la liberté de la presse circulent. Dès mars, des révoltes paysannes éclatent en Bade, haut lieu du libéralisme allemand, des remaniements ministériels sont opérés dans la plupart des Etats allemands, de Darmstadt, où arrive au pouvoir von Gagern, à Munich. Mais les événements les plus graves ont pour théâtre Vienne et Berlin. Le 3 mars, Laszlo Kossuth, de Bratislava, appelle à une monarchie constitutionnelle. A Vienne, la tension monte. Le 13 mars en fin de matinée, les premiers affrontements entre l'armée et les manifestants sont observés, les premiers morts dénombrés. La famille impériale vit dans l'angoisse et, pour calmer l'opposition, destitue Metternich. Sinistre fin pour l'homme qui, dans son arrogance, refusait tout changement. Comble de l'humiliation : il s'exile en Angleterre, berceau de cette démocratie qu'il haïssait.

Mais il en faut davantage pour apaiser la capitale autrichienne et les affrontements se poursuivent. La situation économique est dramatique, les attentes sont immenses. La liberté de la presse accordée le 14 constitue sans doute une nouvelle encourageante, mais elle ne saurait satisfaire les besoins de la population. Une nouvelle approche du pouvoir est nécessaire. Le 25 mars, cette Constitution tant désirée, calquée sur le modèle belge, est enfin octroyée par l'empereur Ferdinand I^{er}. Une Diète est promise. Les troubles ne cessent pas et la cour se voit contrainte de se réfugier à Innsbruck, avant de retrouver le chemin de Vienne, où le pouvoir reprend la main. Encore des heurts, encore des barricades en mai, puis le calme est restauré, à nouveau. La Diète est enfin élue, au suffrage universel, perturbée par les problèmes linguistiques de députés s'exprimant dans neuf langues différentes... Calme relatif, entrecoupé d'échanges violents entraînant leur lot de victimes, mais qui subsiste jusqu'en octobre. Un congrès des peuples salves se tient en juin 1848 : il réclame un Etat fédératif...

A Berlin, la monarchie vacille elle aussi sur son piédestal. Dès le 6 mars, de nombreux rassemblements ont lieu, où se rencontrent étudiants, artisans et travailleurs garrotés par leurs conditions de vie épouvantables. Le départ de Metternich leur donne des ailes. Plus de 900 barricades sont érigées à partir du 19 mars. C'est la guerre civile, qui oblige le monarque à convoquer une assemblée nationale. Humilié, il doit accepter à parcourir les rues de sa capitale, muni d'un brassard aux couleurs de la république, noir, rouge et or, héritées de celles de la *Burschenschaft*. Il doit également s'incliner devant les cercueils des victimes des échauffourées des journées précédentes. La monarchie prussienne, toutefois, si elle a tremblé, reste solide. Elle n'a pas perdu le soutien des élites libérales, persuadées qu'une réforme de la Prusse, l'Etat le plus avancé de la Confédération, est possible et que c'est par elle que l'on pourra refondre l'Allemagne sur de nouvelles bases. Elles obtiennent satisfaction sur plusieurs de leurs revendications ; l'aristocratie prussienne est consternée.

En Italie, la chute de Metternich ouvre des perspectives inespérées aux Etats soumis à la férule autrichienne, à Parme, à Modène, à Venise, à Milan. Dans la capitale lombarde, le scénario désormais habituel se répète. La ville s'hérise de barricades, durant cinq jours. Privé de ses prérogatives, Metternich, en disgrâce, ne peut que constater les dégâts. Mais qui prendra la direction du combat contre les Habsbourg ? Une fois de plus, les regards se tournent vers Charles-Albert, roi de Piémont-Sardaigne. Il a adopté la cocarde tricolore et, le 4 mars 1848, un « statut fondamental », qui deviendra la Constitution de l'Italie unifiée de 1861. Mais, une fois de plus, il ne veut pas s'engager trop loin dans une aventure qui pourrait s'avérer néfaste pour les intérêts bien entendus de ses propres possessions. Néanmoins, poussé à l'action par Cavour, il déclare le 24 mars la guerre à l'Autriche et prend la tête d'une vaste coalition, saluée par les révolutionnaires. Mazzini dissout la jeune Europe et Garibaldi, de retour d'Uruguay, recrute ses « chemises rouges ». Les victoires se succèdent, pour l'instant.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

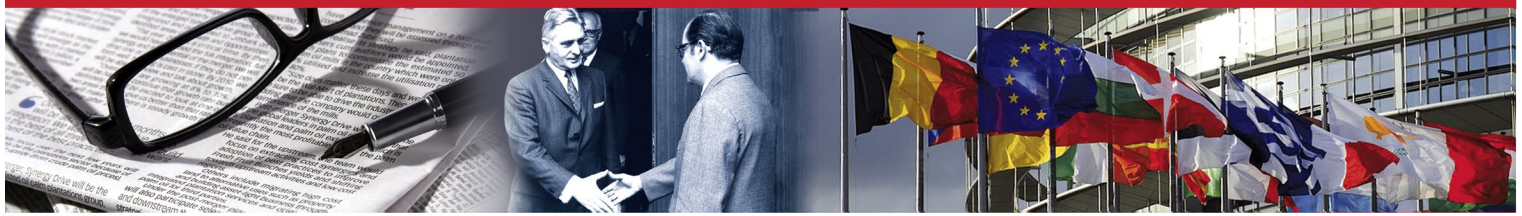
Les espoirs allemands

Si la situation des révolutionnaires en Italie est encore incertaine, la France a élu son assemblée constituante en avril. Mais les premiers signes de tension entre les vainqueurs de février percent déjà. Les républicains les plus ardents ont engrangé de belles victoires mais la bourgeoisie et les campagnes n'ont pas l'intention de leur laisser le champ libre. Les prochains mois s'annoncent lourds de menace pour la jeune démocratie française. Le désordre révolutionnaire dans lequel est plongée l'Europe, sous l'œil distant mais attentif de la Grande-Bretagne, ne satisfait que les Helvètes. Les radicaux, une fois la majorité atteinte au sein de la Diète en automne 1847, avaient emmanché le vaste chantier de la réforme des institutions suisses, leur ambition depuis qu'ils avaient entrepris leur marche triomphale dans un nombre toujours croissant de cantons. La brève guerre du Sonderbund avait interrompu les travaux.

La rapide victoire des troupes fédérales contre les séparatistes des cantons catholiques, après à peine trois semaines de combat, aura une double conséquence. Alors que les puissances réactionnaires, hostiles à toute réorganisation de la Suisse qui mettrait en péril leur vision des équilibres continentaux, envisageaient de se porter au secours des catholiques et que la Grande-Bretagne n'excluait pas d'aider les radicaux, ces derniers, par leur habileté militaire, ont empêché toute intrusion extérieure dans les affaires nationales. Et la révolution, en absorbant l'énergie désespérée des gouvernants étrangers, permet aux Suisses de procéder dans la tranquillité, entre février et avril, à une refondation complète de leur organisation politique. Il en sortira la Constitution fédérale du 12 septembre 1848. Seule répercussion directe de la révolution de février 1848 : enhardis par les événements français, 1^{er} mars, les radicaux neuchâtelois s'emparent du pouvoir dans l'ancienne principauté prussienne.

De leur côté, les révolutionnaires allemands éperonnés par l'espoir de créer une Allemagne unie et doté d'une constitution libérale, ont contraint les détenteurs du pouvoir à accepter la mise sur pied d'un Parlement national. Le 5 mars déjà, à Heidelberg, sont esquissés les fondements d'une assemblée nationale qui, dans l'allégresse générale, entre en fonction le 31 mars 1848, à Francfort, à l'église Saint-Paul. Des libéraux et démocrates de toute l'Allemagne se réunissent, mais seulement deux Autrichiens. Car au-delà des querelles idéologiques, c'est le pourtour de l'Allemagne qui attise les passions : faudra-t-il intégrer l'Autriche avec sa multitude peuples non allemands ? L'idéologie n'est pas absente non plus. Les radicaux de Hecker veulent en finir avec les privilèges nobiliaires et ne jurent que par la république. Les partisans de la monarchie constitutionnelle sont hors d'eux. Le libéral de gauche Robert Blum aussi. Se sentant trahis, les radicaux quittent l'assemblée. Fin avril, un soulèvement a lieu en Bade, mais est rapidement réprimé.

Une nouvelle assemblée est rapidement convoquée et, le 18 mai, est solennellement ouverte la première séance du Parlement allemand, à nouveau à Francfort, dans la même église. Le libéral conservateur Heinrich von Gagern est élu à la présidence. 585 députés sont réunis pour rédiger une constitution visant à la fois l'établissement des libertés fondamentales et l'unité allemande. Un gouvernement est mis en place, sous la conduite d'un régent (*Reichsweser*). Habilement, c'est un Autrichien qui est choisi, en la personne de l'archiduc Jean. Signe que les constituants espèrent une grande Allemagne avec l'Autriche. Frédéric-Guillaume, favorable à l'unité allemande, est vexé. Toutes les tendances du libéralisme sont représentées. Face au groupe très faible des partisans résolu de l'ordre ancien, il y a un centre droit, le plus important, composé de libéraux modérés, un centre gauche, favorable à un parlement nanti de pouvoirs étendus, une gauche républicaine, qui milite pour des droits démocratiques et le suffrage universel, et enfin une extrême gauche, qui ne reculerait pas devant la violence. Chaque groupe prend le nom de l'auberge qui héberge ses séances.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

Le retour de manivelle

Mais, pour l'instant, plus que la question autrichienne, c'est celle du Schleswig-Holstein qui agite les esprits. Propriété du roi de Danemark, le duché est aussi, pour une partie de son territoire, membre de la Confédération germanique. Estimant que Christian VIII a outrepassé ses pouvoirs en lui imposant des règles de succession inacceptables, le Parlement lui déclare de la guerre. La démarche chaut peu à la Grande-Bretagne et à la Russie qui font pression pour que cessent les combats. La Prusse accepte et signe un armistice, contre l'avis du Parlement, courroucé. Les radicaux accusent les partisans de la paix de trahison. Lorsque celle-ci est signée à Malmö, la rue s'enflamme et des barricades surgissent à Francfort, les 17 et 18 septembre. L'armée prussienne intervient, alors que les troupes badoises écrasent l'éphémère « République allemande » que Struve a fondée à Lörrach.

La contre-révolution est en marche. En France, où, après la fermeture forcée des ateliers nationaux, les Journées de juin ont remis le char républicain dans les rails bourgeois. En Italie, où les choses ne s'arrangent pas non plus. Après l'enthousiasme déclenché par les premières victoires des Piémontais, Pie IX se retire de la coalition, suivi des Napolitains. Défait à Custoza début avril, Charles-Albert évacue Milan puis signe un armistice. A Rome, l'assassinat de Pellegrino Rossi le 15 novembre ouvre la voie à de nouvelles émeutes. Rossi, important libéral genevois et acteur majeur de la tentative ratée de l'établissement d'une Constitution en Suisse en 1832, paie de sa vie l'insuffisance des réformes dans les Etats pontificaux. Le pape fuit à Gaète et l'éphémère république romaine qui remplace l'ordre pontifical est étranglée par les Français l'année suivante. En mars 1849, Charles-Albert tente de reprendre les combats contre les Autrichiens mais l'opération tourne à la débâcle. Il abdiquera en faveur de Victor-Emmanuel II : l'Italie est normalisée... Le 10 décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte est élu président de la République française.

Assise sur une culture libérale plus dense qu'en Italie, l'Allemagne n'est pas encore perdue pour la révolution, même si les princes se réorganisent, notamment à Berlin, en proie à de régulières répliques contestataires, toutes matées. Le jusqu'aboutisme militaire de certains a discrédité le Parlement, malgré l'important travail qu'elle accomplit. Une nouvelle insurrection éclate cependant à Vienne le 26 octobre, dernier espoir de la Révolution. Ferdinand abdique en décembre 1848, au profit de son neveu, François-Joseph II. Robert Blum, l'un des principaux orateurs de la gauche libérale, accourt en Autriche pour soutenir le mouvement. Mais les troupes impériales finissent par l'emporter. Prague avait déjà subi la loi de la soldatesque autrichienne durant l'été 48. Blum est capturé et exécuté malgré l'immunité parlementaire dont il était censé bénéficier. Il deviendra l'un des grands martyrs de la révolution allemande. L'Autriche a ainsi choisi son camp : elle ne veut plus entendre parler d'une grande Allemagne sous la direction des Prussiens. Pendant ce temps, à Francfort, le Parlement tente de convaincre Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne d'une Allemagne unifiée, sans l'Autriche.

Les premiers mois de 1849 seront décisifs. Mais rien ne se passe comme prévu. Après avoir adopté le suffrage universel, le 28 mars, le Parlement adopte la Constitution et élit le roi de Prusse empereur allemand. La joie est de courte durée, même si 28 des 39 Etats allemands ont reconnu la Constitution. Le 28 avril, Frédéric-Guillaume, que l'on sait hostile au libéralisme mais qui a aussi déclaré qu'il était disposé à prendre la tête d'un Etat fédéral allemand, refuse la dignité qui lui est offerte. Profondément attaché à la vision romantique d'une unité subordonnée à la volonté divine et ancrée dans le Moyen Age germanique, il considère que le régime décidé à Francfort est illégitime. Le droit de veto non absolu qui lui serait réservé lui déplaît et contredit sa conception du pouvoir. Est-il encore possible de sauver les acquis démocratiques de la Constitution allemande ?

D'ultimes insurrections éclatent en mai, à Berlin, en Rhénanie-Palatinat, en Saxe, où Richard Wagner et Mikhaïl Bakounine sont aux premières loges. Ils devront fuir dans la hâte face à l'arrivée des troupes gouvernementales. Les combats les plus durs opposeront les insurgés badois, pour finir vaincus en juillet 1849 par les troupes prussiennes, gendarmes autoproclamés de l'ordre dans l'ancien Saint-Empire... Les Russes, venus à la rescousse des Autrichiens, écrasent la révolution hongroise,



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°11 | January 2023

également en été. En automne, l'Assemblée nationale prussienne est renvoyée et le roi promulgue une constitution, qui n'expulse toutefois pas toutes les réformes adoptées.

Une révolution inutile ?

Les acquis de 1848 s'émiettent, la Prusse remplace le suffrage universel par un système à trois classes, éminemment favorable aux couches dirigeantes. Le Parlement allemand se replie piteusement à Stuttgart avant de se dissoudre. En juillet 1849, l'autocratie a gagné, comme en Autriche, comme en Italie, comme bientôt en France. 1848 : un mouvement inutile ? Loin s'en faut. Les idéaux libéraux et démocratiques ont connu une avancée qui laissera des traces, même en Prusse qui ne sera jamais un Etat absolutiste mais un Etat de droit, bien qu'avec des libertés publiques limitées. Surtout, le mouvement national est désormais lancé, il ne pourra plus être stoppé. Mais les modalités de l'unification tant allemande qu'italienne devront être redéfinies, alors que l'Autriche, où la révolution a été victime du manque de solidarité entre les différentes nations qui composent l'empire des Habsbourg, révèle son extrême fragilité.

En Italie, le mouvement du *Risorgimento* va se poursuivre, portant le mouvement de l'unité italienne derrière un roi de Piémont-Sardaigne désormais prêt à assumer sa mission. Les Autrichiens, trop faibles, ne pourront résister très longtemps. L'Allemagne connaît une situation à certains égards plus complexe. Le roi de Prusse se sent certes la vocation de chef du mouvement d'unification, mais nullement selon un libéralisme qu'il tolère à petites doses. La question qui a accompagné toute la révolution se pose désormais en termes crus : faut-il privilégier la liberté à l'unité ou le contraire ? Les deux paraissent désormais incompatibles, l'heure des choix a sonné. Accepter la direction prussienne, incontournable, signifie faire le deuil des libertés qui ont tisonné l'enthousiasme des révolutionnaires de mars. Ce dossier ne pourra être rouvert qu'après... ou jamais. La République de Weimar ne pourra s'imposer, il faudra attendre celle de Bonn, après 1945. Il n'empêche : 1848 voit s'affirmer des principes démocratiques que l'on retrouvera dans la Constitution de 1949.

1848 marque néanmoins une césure dans un XIXe siècle qui voit s'affirmer les forces politiques qui constituent encore aujourd'hui le paysage politique. Tous les camps sont clairement établis avec leurs nuances, leurs courants dissidents. Démocratie libérale, démocratie sociale, conservatisme, nationalisme. Comment faire cohabiter ces différentes idéologies qui n'ont cessé d'irriguer la vie politique de nos démocraties occidentales sous des formes bien entendu variées et reformulées au fil du temps ? L'idée d'Etat-nation affirme sa réalité, qui ne sera jamais démentie. L'espace national est celui de la liberté individuelle : la liberté de chacun ne s'épanouit qu'à travers la liberté du collectif dans lequel vit chaque individu. Vieille idée libérale, ciselée par Germaine de Staël, que notre actualité de 2023 confirme dans sa pertinence, douloureusement. La nation prendra ensuite d'autres routes, se transformera en une religion de substitution, comme d'autres idéologies, dans un monde sécularisé. Peut-être 1848 rappellera-t-il les fondements de l'idée nationale, par-delà ses dérives possibles ?

M.Olivier Meuwly

* Historien, spécialiste de l'histoire des partis politiques